

14-January-2008



UN Development Programme

Mali - Bamako

Award ID: 00044991
Award Title: Development Learning Center/DLC
Start Year: 2006
End Year: 2009

Implementing Partner
(Executing Agency): National Execution

| Budget (US\$) as of Last Revision on 28-December-2007 | | |
|---|-------------------------------------|--------------|
| Donor | Fund | Amount |
| UNDP | 04000 TRAC (Lines 1.1.1 and 1.1.2) | 200,000.00 |
| MLI | 30071 Programme cost sharing - GOV1 | 1,020,474.14 |
| Total Budget (2007 and Beyond) | | 1,220,474.14 |
| Total Expenditure (2006 and Prior) | | 8,797.02 |
| Award Total | | 1,220,474.10 |
| Unprogrammed/Unfunded | | -8,797.06 |

Responsible Party
(Implementing Agent): MLI-National Execution

Revision Type: General Revision 3

Brief Description:

Le présent projet vise à appuyer le gouvernement du Mali dans le développement des capacités des décideurs public, privé et de la société civile, à formuler, programmer et gérer les programmes de développement sociaux et économiques à travers la création d'un Centre de Formation pour le développement.

Le coût total du projet est de 1 220 528,14 \$ USD, réparti comme suit :

(A) Gouvernement

- (i) Ressources propres : 29 724,12 \$ US (Coûts d'appui administratifs du PNUD pour accompagnement ressources IDA)
- (ii) ressources IDA 990,804 \$ USD

B) PNUD

- (i) ressources propres 200,000 \$USD

Agreed by: DCI
 Agreed by: Ministère des Finances
 Agreed by: PNUD
 Agreed by:



09 MAI 2008

I. Analyse de la situation

I. a) Contexte

La 2^{ème} génération 2007-2011 du CSLP, dénommée « Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) » se fonde sur la consolidation des résultats acquis, l'intégration des OMD dans la stratégie et l'accélération de la croissance.

De façon plus spécifique, le CSCR vise l'accélération de la croissance économique à travers notamment le développement des filières des productions rurales et minières et l'amélioration du bien être des populations maliennes à travers la poursuite des efforts entrepris dans les secteurs sociaux et leur renforcement grâce aux réformes entreprises en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La valorisation et le renforcement des capacités des ressources humaines sont le pilier du Programme de développement Institutionnel (PDI), lancé en 2005 pour faire de l'Administration malienne un instrument efficace de développement et de lutte contre la pauvreté.

L'Etat malien a retenu qu'il ne pourra atteindre un haut degré de performance sans le renforcement des capacités des personnes au niveau central, déconcentré et décentralisé. Ceci passe par des mesures fortes pour renforcer la gestion, la compétence, la motivation et la responsabilisation de ces agents.

Il ressort également du rapport de suivi 2004 de la mise en œuvre des OMD que « afin d'assurer un Mali meilleur pour tous en 2015, le Gouvernement devra veiller au renforcement des capacités des acteurs nationaux concernés par la mise en œuvre et le suivi des OMD, et au financement de ses politiques, stratégies, programmes et projets de développement. En fait, l'axe central d'intervention recommandé par l'Atelier de lancement des OMD au Mali est le renforcement des capacités (des services techniques, des structures centrales et sectorielles, régionales et locales, des acteurs non étatiques etc.).

Par ailleurs, la revue de la mise en œuvre du Cadre d'Appui Stratégique (CAS) de la Banque mondiale (BM) pour la période 1999 – 2003 a mis en lumière que la faiblesse des capacités était la principale contrainte à l'atteinte, la réalisation de l'impact de développement au Mali. En novembre dernier, la BM a organisé une consultation autour de son CAS pour la période 2008-2011 dont l'objectif est d'assister le gouvernement du Mali à atteindre les objectifs du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) sur lequel la stratégie est alignée. Celle-ci se concentre sur les objectifs stratégiques que sont la promotion d'une croissance rapide et le renforcement de la gestion du secteur public. En effet, aussi bien dans le secteur public que dans celui privé, la BM a constaté la faiblesse des capacités pour la planification, la gestion, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes.

Le développement des capacités par la BM se fait aussi bien au niveau projet et programme, qu'à celui sectoriel, et met un accent particulier sur l'émergence de capacités managériales (planification / programme, mise en œuvre, suivi et évaluation).

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Mali (Ministère des Finances) et la Banque mondiale (BM) ont établi un partenariat autour de l'objectif de création d'un Development Learning Center (Centre d'apprentissage pour le développement) au Mali.

Le présent projet intervient dans un contexte de restructuration entamée par le gouvernement et la BM qui vise à rendre le réseau mondial de savoir au service du développement (GDLN) pérenne et en accord avec les stratégies nationales (CSCR – Renforcement des capacités).

I. b) Problème à résoudre

L'objectif principal du financement pour l'apprentissage et l'innovation (Learning Innovation/LIL) est de tester l'efficacité et la durabilité d'un Centre de formation pour le développement (Development Learning Center/DLC) au Mali, dans le cadre du Réseau global de partage de connaissance mis en place par la BM pour renforcer les capacités des décideurs public, privé et de la société civile, à formuler, programmer et gérer les programmes de développement sociaux et économiques.

Le programme est une réponse à l'absence de mécanisme et réseau d'échanges d'information et de connaissance entre les institutions de formation du Mali, chacune performante dans son domaine, et celle des autres pays.

Il vise à travers les formations virtuelles, à :

- 1) Améliorer la mise en œuvre du CSCR et des projets financés par les crédits IDA, grâce au renforcement de l'environnement pour les réformes de politique et la construction de capacités publiques et privées ;
- 2) Aider à la coordination de toutes les institutions locales de formation, dans le respect de la politique nationale de développement des capacités à travers la mise en cohérence de tous les cours et des formations offertes par les dites institutions.

Il s'agira par conséquent pour le PNUD, aux cotés d'autres institutions et agences internationales d'apporter une assistance au projet de création du Centre de formation pour le développement au Mali.

II. Stratégie du projet

Le Mali jouit d'une confiance renouvelée des donateurs et d'un engagement substantiel dans l'accompagnement des grands chantiers de développement. Au Mali comme ailleurs, cette aide est cependant confrontée à des difficultés structurelles qui limitent l'efficacité et l'efficience du gouvernement, et plus largement des structures étatiques, dans la planification et la gestion des ressources et dans la délivrance des résultats (produits et effets). D'un côté, le problème de la faiblesse des décaissements des financements extérieurs, du fait essentiellement des conditionnalités qui les accompagnent et de la faible capacité des services publics à répondre aux exigences des partenaires techniques et financiers. De l'autre, le problème de transparence et de régularité par rapport aux normes nationales et internationales (conformité des dépenses aux prévisions, coûts et qualité des acquisitions, etc.) pour les

dépenses sur fonds propres du Gouvernement, comme montré par les études et analyses réalisées à ce jour.

Ainsi, le renforcement des capacités apparaît comme la priorité des priorités, et la condition sine qua non de réussite des objectifs stratégiques retenus par le Mali.

Dans la perspective du PNUD, le renforcement des capacités vise à renforcer l'appropriation nationale des orientations politiques et stratégiques des processus de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des actions de développement.

Dans le cadre du suivi de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, « le rôle du Système de développement des Nations Unies comprend la fourniture de Conseils et une coopération technique pour établir des capacités axées sur les résultats chez les homologues nationaux... ». La place centrale du renforcement des capacités dans la mission du PNUD a été confirmée dans le Document final du Sommet mondial 2005 issu de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale à sa soixantième session.

Pour le PNUD, le développement des capacités est depuis toujours l'objectif principal et la priorité de toutes les interventions au niveau des pays.

Le projet bénéficiera d'un élargissement du partenariat en créant des synergies avec les différentes initiatives de renforcement des capacités mises en place au niveau national. Il travaillera en étroite collaboration avec la société civile, le secteur privé, notamment les universités, le Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP), le PRECAGED, le Commissariat du développement Institutionnel (CDI) en partenariat avec le Programme de Développement Institutionnel (PDI). Les activités du Centre s'inscriront dans le cadre de la politique nationale de renforcement des capacités de 2003-2004.

III. Cadre de Résultats (voir le plan de travail ci-joint)

Effet auquel concours : Renforcement des capacités des décideurs nationaux.

Indicateur d'effet : Renforcement de l'environnement pour les réformes de politique et la construction de capacités publiques et privées, aide à la coordination de toutes les institutions locales de formation.

Les résultats visés à travers le partenariat Gouvernement – BM – PNUD autour du développement des capacités sont :

- Le démarrage effectif et rapide du Centre de formation pour le développement ;
- L'amélioration de la connaissance du marché, l'identification des besoins dans la gestion du Programme ;
- L'identification des partenaires/clients potentiels autour des activités du Centre et la mobilisation des institutions du public et du privé ;
- La gestion efficace des services et des ressources ;
- La mise en réseau du Centre ;
- Le financement de certaines activités de formation et de renforcement des capacités.

IV. Apports

L'offre de services du PNUD est assortie d'une contribution financière initiale estimée à 200.000 USD comme spécifié dans le plan de travail annuel (voir Annual Work Plan). Cette contribution du PNUD servira pour le financement d'activités de plaidoyer pour l'utilisation du Centre par les PTFs et les acteurs nationaux (secteur privé, société civile...) pour leurs besoins en formation dans le cadre du renforcement des capacités, un appui au positionnement du centre et la préparation du business plan, la recherche de contenus francophones, les visites d'échanges dans les autres pays et l'achat de services de formation pour le portefeuille de projets du PNUD (formation des élus locaux...). Elle permettra également l'accompagnement du Centre pour les recrutements et les procédures de passation des marchés conformément aux standards de la Banque mondiale.

Le projet fera l'objet d'une contribution du gouvernement en partage des coûts pour laquelle il sollicite un acompte du PNUD comme décrit dans les tableaux du «Standard World Bank Group Cost-sharing Annex» (Annexe 2 ci-joint). Cette contribution sera versée au PNUD à partir du compte spécial du projet sur présentation de factures honorées par le PNUD.

Conformément aux décisions et directives du Conseil d'administration du PNUD reflétées dans sa Politique de recouvrement des coûts au titre des mécanismes de financement autres que les ressources de base, les coûts indirects encourus par les entités du siège et des bureaux de pays du PNUD pour la fourniture de services généraux d'appui administratif seront imputés à la contribution. Pour couvrir ces coûts d'appui administratif, il sera imputé à la contribution une redevance de 3%. Ces coûts d'appui administratifs seront financés à partir de la contrepartie du gouvernement. En outre, sous réserve qu'ils soient associés sans ambiguïté à ces projets spécifiques, tous les coûts directs de mise en œuvre, y compris ceux encourus par l'entité exécutante ou le partenaire chargé de la mise en œuvre, seront inscrits au budget du projet et imputables à un poste budgétaire défini et seront en conséquence supportés par le projet.

Le projet bénéficiera également de l'appui du Centre de services du PNUD. En tant que division du PNUD, le Centre de services assure des services d'appui à l'exécution nationale des projets par le gouvernement, conformément aux règles et procédures de transparence prescrites par les Nations Unies. Il évolue en étroite collaboration avec le programme et dans le cadre de ce projet, la ligne de service réforme d'orientation pour la réalisation des objectifs de développement du millénaire.

V. Risques et Préconditions

La construction et l'équipement du Centre dans des délais raisonnable est une condition sine qua non de la réalisation du projet.

VI. Gestion du Projet

Le Ministère de tutelle du Centre de Formation pour le Développement sera l'agence d'exécution du projet et le Directeur du Centre sera le Coordinateur du projet. La mise en œuvre du projet se fera conformément aux règles et procédures nationales et selon celles des partenaires (en cas de contradiction ces dernières prévaudront).

VII. Suivi et Evaluation

Les procédures en vigueur en matière de suivi et évaluation s'appliquent à ce projet.

VIII. Cadre légal du projet

Ce projet est financé par des ressources rendues disponibles au Gouvernement par le groupe de la Banque mondiale dans le cadre d'un accord de prêt en date du 5 mai 2004 entre le Gouvernement du Mali et le Groupe de la Banque mondiale. Il sera exécuté en accord avec les articles du document de projet de la Banque mondiale (PAD, Annexe 1) et de l'annexe couvrant les procédures d'exécution spéciales de mise en oeuvre (Standard World Bank Group Cost-sharing Annex, Annexe 2) qui sont partie intégrante de ce document.

Le présent document de projet constitue l'instrument visé dans l'Accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Programme des Nations Unies pour le Développement le 09 juin 1978 par les parties, révisé le 03 juin 1980, et entré en vigueur le 17 mars 1993.

Annexes

Annexe 1 : Project Appraisal Document de la Banque mondiale

Annexe 2 : Standard World Bank Group Cost-sharing Annex

Annexe 3 : Annual Work Plan (AWP)



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00044991

Award Title: Development Learning Center/DLC

Year: 2007

Report Date: 14/1/2008

| Project ID | Expected Outputs | Key Activities | Timeframe | | Responsible Party | Planned Budget | | | Amount US\$ |
|--------------------|--------------------------------|----------------|-----------|-----|-------------------------|----------------|-------|-------------------------|-------------|
| | | | Start | End | | Fund | Donor | Budget Descr | |
| 00053289 | Etudes & Renforcement Capacite | Visites | | | MILI-National Execution | 04000 | UNDP | 71300 Local Consultants | 0.00 |
| TOTAL | | | | | | | | | 0.00 |
| GRAND TOTAL | | | | | | | | | 0.00 |



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00044991

Award Title: Development Learning Center/DLC

Year: 2008

Report Date: 14/1/2008

| Project ID | Expected Outputs | Key Activities | Timeframe | | Responsible Party | Planned Budget | | | | |
|--------------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|-----|-----------------------|----------------|-------|--------------|--------------------------------|------------|
| | | | Start | End | | Fund | Donor | Budget Descr | Amount US\$ | |
| 00053065 | Development Learning Center DL | Autres Equip.-Fournitures | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 72200 | Equipment and Furniture | 65,500.00 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 75100 | Facilities & Administration | 3,274.00 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 71400 | Contractual Services - Individ | 56,054.00 |
| | | Equipment Centre | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 72200 | Equipment and Furniture | 152,000.00 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 75100 | Facilities & Administration | 10,403.00 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 71300 | Local Consultants | 132,280.00 |
| | | Mise en place Centre | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 71400 | Contractual Services - Individ | 426,313.84 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 75100 | Facilities & Administration | 29,913.00 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 71300 | Local Consultants | 36,000.00 |
| | | Suivi-Evaluation | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 72100 | Contractual Services-Compagnie | 73,000.00 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 74500 | Miscellaneous Expenses | 29,816.30 |
| | | | | | ML-National Execution | 30071 | MLI | 75100 | Facilities & Administration | 5,550.00 |
| | | TOTAL | | | | | | | | |
| | | | | | | 1,020,474.14 | | | | |
| 00053289 | Etudes & Renforcement Capacités | Consultations | | | ML-National Execution | 04000 | UNDP | 71300 | Local Consultants | 100,000.00 |
| | | ISS | | | ML-National Execution | 04000 | UNDP | 74500 | Miscellaneous Expenses | 30,000.00 |
| TOTAL | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 130,000.00 | | | | |
| GRAND TOTAL | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 1,150,474.14 | | | | |



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00044991

Award Title: Development Learning Center/DLC

Year: 2009

Report Date: 14/1/2008

| Project ID | Expected Outputs | Key Activities | Timeframe | | Responsible Party | Planned Budget | | | Amount US\$ |
|--------------------|--------------------------------|----------------|-----------|-----|------------------------|----------------|-------|-------------------------|-------------|
| | | | Start | End | | Fund | Donor | Budget Descr | |
| 00053289 | Etudes & Renforcement Capacite | Consultations | | | MLI-National Execution | 04000 | UNDP | 71300 Local Consultants | 45,000.00 |
| TOTAL | | | | | | | | | 45,000.00 |
| GRAND TOTAL | | | | | | | | | 45,000.00 |



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award ID: 00044991

Award Title: Development Learning Center/DLC

Year: 2010

Report Date: 14/1/2008

| Project ID | Expected Outputs | Key Activities | Timeframe | | Responsible Party | Planned Budget | | | Amount US\$ |
|--------------------|--------------------------------|----------------|-----------|-----|------------------------|----------------|-------|-------------------------|------------------|
| | | | Start | End | | Fund | Donor | Budget Descr | |
| 00053289 | Etudes & Renforcement Capacite | Consultations | | | MLL-National Execution | 04000 | UNDP | 71300 Local Consultants | 25,000.00 |
| TOTAL | | | | | | | | | 25,000.00 |
| GRAND TOTAL | | | | | | | | | 25,000.00 |